

Visite "historique" du vice-président chinois au Burundi

@rib News, 11/05/2017 Source AFP Le vice-président chinois Li Yuanchao était jeudi en visite officielle au Burundi, un pays en crise dont les autorités saluaient le caractère historique de ce déplacement et soulignaient le précieux soutien de la Chine. "Il s'agit d'une visite historique car c'est la première fois qu'une personnalité de ce rang visite le Burundi depuis l'établissement de nos relations diplomatiques" en 1963, s'est réjoui auprès de l'AFP le ministre burundais des Relations extérieures, Alain-Aimé Nyamitwe (photo, saluant le vice-président chinois).

M. Li, accueilli en grande pompe mercredi à son arrivée, a visité jeudi matin plusieurs réalisations de la coopération chinoise. Il devait être reçu dans l'après-midi par le président Pierre Nkurunziza. L'aide chinoise au Burundi s'est accrue au cours des dernières années. La Chine est en train de construire un grand palais présidentiel à la périphérie nord-est de Bujumbura, des routes, un barrage et des écoles. Elle vient aussi d'octroyer une aide alimentaire de 5.000 tonnes de riz au Burundi. "La Chine n'a jamais faibli dans sa défense du Burundi et de ses intérêts, de même que le Burundi a aussi défendu les positions légitimes de ce pays dans les instances internationales", a souligné Alain-Aimé Nyamitwe. Les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont déjà pris des sanctions ciblées contre des responsables du régime burundais, au contraire de l'ONU, confrontée aux réticences de la Chine et de la Russie. "Si le président Nkurunziza a tenu, c'est en grande partie grâce au soutien indéfectible de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité", a expliqué à l'AFP un haut cadre burundais, sous couvert d'anonymat. "Cette visite vient donner un message au monde entier et à nos autres partenaires qu'il y a moyen d'investir et de coopérer économiquement avec le Burundi", a-t-il lancé, appelant l'UE à suivre l'exemple de la Chine. L'UE et ses principaux États membres, de loin les premiers bailleurs de fonds du Burundi, ont pris depuis mars 2016 des sanctions contre le gouvernement burundais, accusé de graves violations des droits de l'homme et de refuser de négocier une sortie de crise avec son opposition en exil. Ce pays traverse depuis fin avril 2015 une grave crise politique née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année. La crise a déjà fait entre 500 et 2.000 morts selon les sources (ONU ou ONG) et poussé plus de 400.000 Burundais à l'exil. Le Burundi est désormais classé parmi les trois pays les plus pauvres du monde. Il traverse aussi une crise socio-économique caractérisée par un manque criant de devises, une sévère pénurie d'essence, une épidémie de paludisme ou encore une grave pénurie alimentaire.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});